

# ENTRETIEN AVEC **Raul Magni-Berton**

**Professeur de science politique à l'IEP de Grenoble**

Coauteur de *Que pensent les penseurs ?* (avec Abel François, maître de conférences à l'université de Strasbourg, PUG, 2015), Raul Magni-Berton travaille, entre autres, sur l'opinion publique, la formation des opinions politiques, mais aussi sur la méthodologie des sciences sociales ou encore la sociologie des intellectuels.



**Votre enquête sur les enseignants-chercheurs et chercheurs français révèle que le monde académique se distingue nettement de l'opinion des Français par trois caractéristiques prépondérantes que le clivage entre sciences de la nature et de la société semble ne pas affecter : une défiance vis-à-vis de l'économie de marché, un athéisme revendiqué et un tropisme à gauche. Peut-on parler d'une véritable vision du monde propre aux enseignants-chercheurs et chercheurs français et comment l'analysez-vous ?**

Au premier abord, la différence entre les enseignants-chercheurs et les autres est très forte : aucune autre catégorie socioprofessionnelle n'affiche des attitudes politiques, religieuses et économiques aussi marquées. Cependant, quand on analyse les choses de plus près, plusieurs traits structurels permettent d'expliquer ces caractéristiques : le niveau d'instruction – associé au succès scolaire – est corrélé en général à ces attitudes. Le statut de fonctionnaire, également, incline les individus à être de gauche et hostiles au marché. De manière générale, avoir vécu une meilleure réussite scolaire que professionnelle nous fait percevoir l'économie de marché comme une menace au système d'enseignement et de production de connaissances. En somme, les enseignants-chercheurs ne font que cumuler des traits socioprofessionnels qui rendent les individus généralement à gauche, peu religieux et hostiles à l'économie de marché.

**L'athéisme est déclaré par 80 % des répondants de votre enquête, tout en adhérant à une morale que vous qualifiez de « rigide ». Que disent ces résultats sur le monde intérieur des enseignants-chercheurs et leur rapport à la pratique scientifique ? L'athéisme dominant n'apparaît-il pas comme une source de malentendus et de conflits avec la conception libérale – au sens politique – de la laïcité qui prévaut dans les institutions de l'enseignement supérieur ?**

Nous avons deux façons de mesurer l'athéisme : d'une part, le fait de ne pas avoir



© DR

▼  
**Les EC ne font que cumuler des traits socioprofessionnels qui rendent les individus généralement à gauche, peu religieux et hostiles à l'économie de marché.**  
 ▲

d'allégeance religieuse, qui inclut les athées, mais aussi les agnostiques voire simplement les laïques au sens fort du terme. Ils sont effectivement 80 % (contre 50 % dans la population française). Une deuxième définition est celle de l'athée convaincu, militant ou fondamentaliste, qui rejette les croyances religieuses. Chez les enseignants-chercheurs, un sur deux se définit ainsi, alors que dans la population française ils ne sont que 16 %. Seulement, le deuxième trait peut être expliqué par la pratique de la science : ceux qui croient le plus dans la méthode scientifique et ceux qui la pratiquent régulièrement tendent à être plus radicaux dans leur athéisme. En revanche, le faible nombre de personnes religieuses dans cette profession est simplement dû à une socialisation à gauche et à un

haut niveau d'instruction. Quel que soit le groupe social, ces deux traits éloignent les individus de la religion. En ce qui concerne la morale « rigide », nous n'avons pas réellement trouvé d'explication satisfaisante.

**Votre ouvrage aborde le sujet des réformes de l'ESR qui ont voulu introduire les normes de l'économie de marché mondialisée dans la recherche et l'enseignement supérieur en dépit du vif rejet exprimé par leurs acteurs à travers de longs mouvements de grèves. Pourquoi l'opinion des savants fait-elle ainsi bloc contre celle des politiques alors que la dimension internationale fait partie intégrante des activités d'enseignement et de recherche ?**

Il est vrai que les valeurs d'internationalisme sont très présentes dans la profession. En revanche, la propriété privée, la concurrence et l'échange marchand sont largement rejetés. Les enseignants-chercheurs ont l'impression – du fait de leurs différentiels de réussite dans le marché et les études – qu'ils subiraient une dégradation de revenu, de reconnaissance et d'indépendance si des normes de l'économie de marché devaient s'imposer à l'université. De même, ils pensent que le « Savoir » est insuffisamment valorisé dans une économie marchande. Indépendamment de la question de savoir si cette opinion est vraie ou fausse, on observe qu'elle est massivement partagée dans le monde universitaire français.

En particulier, ce sont les mesures qui introduisent de la concurrence – autonomie des universités, modulation des rémunérations et financement sur projets – qui sont le plus rejetées et notamment par ceux qui ont les statuts et les rémunérations les moins bonnes ou qui ont le sentiment de ne pas pouvoir contrôler leur environnement. Comme beaucoup de Français actuellement, les enseignants-chercheurs se sentent fragiles dans un monde ouvert à la concurrence. ●

*Propos recueillis par Isabelle de Mecquenem*